

Lors de sa session parlementaire à Strasbourg, le Parlement Européen a fermement condamné le maintien du régime illégal et illégitime de M. Rajoelina ainsi que les nombreuses violations des droits humains et les abus commis par les forces armées contre leur propre population. Le parlement Européen demande une enquête indépendante de ces actes, dont l'objectif devrait être de ramener les auteurs de violations des droits de l'homme à la justice

Le parlement Européen appelle à la dissolution de toutes les milices armées pour le plein respect des droits civils, politiques, sociales et économiques de tous les citoyens et les rétablissement de l'état de droit à Madagascar;

Voici les autres grands points de décision voté ce jour. Le Parlement Européen appelle à la libération immédiate de toutes les politiques prisonniers appelle au retour en toute sécurité et sans condition des exilés et des dirigeants politiques. déplore et demande des actions concrètes pour arrêter le pillage des ressources naturelles; demande l'installation d'une transition véritablement neutre, consensuelle et inclusive

Souligne la nécessité urgente d'un retour à l'ordre constitutionnel, qui est une condition pour la retour à la normalité institutionnelle à Madagascar, et demande instamment des élections transparentes qui respectent les normes démocratiques sous l'égide de la communauté internationale;

Souligne que la crédibilité, y compris la légalité du processus électoral, implique que toutes les mouvances politiques et les dirigeants prennent part à ces élections librement et ont accès aux médias sans condition;

Refuse que les autorités qui ont pris le pouvoir de manière inconstitutionnel aillent la légitimité d'organiser des élections et rappelle la décision annoncée par M. Rajoelina de ne pas se présenter à l'élection présidentielle à venir;

Souligne la nécessité et la capacité du peuple malgache à choisir leur avenir sans aucune condition; Souligne que l'Union africaine a confirmé, lors de son sommet le 31 Janvier 2011, individuels et sanctions sélectives convenu lors du sommet le 17 Mars 2010 contre M. Rajoelina et plus d'un centaine d'autres personnes qui appuient la Haute Autorité du Gouvernement de transition;

Invite l'Union européenne et le Conseil de sécurité à continuer d'imposer et d'étendre sanctions sur le régime jusqu'à ce que la crise politique soit résolue et en particulier d'étendre à tous leurs pays membres de l'interdiction de visa institué par l'Union africaine;

Souligne que le gouvernement de M. Rajoelina n'est pas reconnu ni par l'Union européenne ni par tous les pays membres du Groupe International de contact-Madagascar;

Appuie les efforts actuels de la SADC et invite l'UA, la SADC et du groupe international de contact de mener le processus de transition à une conclusion satisfaisante; Extrait de la résolution d'urgence du parlement Européen voté ce jour à Strasbourg